



Édito du 30 octobre 2026

Éducation monde

Convergence des inquiétudes

Les journées du 17 et 24 octobre 2026 ont été des journées de forte mobilisation avec de nombreuses manifestations sur l'ensemble du territoire. Le droit de manifester est une composante essentielle de la liberté d'expression consacrée par la constitution. La journée du 5 novembre réaffirmera le droit à manifester en France. Et sera l'occasion de se mobiliser en établissement à l'AEFE.

Les violences en marge de ces cortèges sont absolument inacceptables et la CFDT les condamne fermement, sans ambiguïté. Rien ne peut justifier les pillages de magasins, les attaques contre des bâtiments publics, le saccage de quartiers entiers.

Les inquiétudes sont à la croisée de ces deux affirmations. Et nos collègues exerçant en Europe peuvent témoigner que le problème n'est pas franco-français.

Pour ne prendre que l'exemple de l'Italie, la première ministre a choisi de faire appel à l'armée. Pour répondre aux violences ? Bien plutôt pour réprimer le mouvement social. Or la France est en danger d'avoir, d'ici six mois, un gouvernement du même genre. Qui sous couvert de rétablir l'ordre et d'assurer la sécurité, s'assurera surtout d'étouffer les revendications sociales et la voix des organisations syndicales qui les portent. Parmi elles, la CFDT Éducation monde.

Quelle place restera-t-il au dialogue et à la négociation en cas de présidence durcie ? En France et dans ce qui est encore un opérateur public la représentant à l'étranger, l'AEFE ?

